

Histoire de la civilisation de l'Amérique du Nord

M. Marcel GIRAUD, professeur

Théodore Roosevelt et l'Amérique de son époque, salle 3, les mercredis, 4-5 heures, et les samedis, 3-4 heures.

Faisant suite aux exposés de l'année dernière qui ont été consacrés à l'étude du milieu social, politique, économique, intellectuel et religieux de l'Amérique du début du siècle, les exposés de cette année ont porté sur l'œuvre du président Roosevelt, sur sa personnalité, sur sa politique intérieure et étrangère, et, dans une moindre mesure, sur l'action de son successeur William Howard Taft.

Le premier mandat de Théodore Roosevelt (1901-1904), sous une apparence d'immobilité et de bonne entente entre le président et le leader des républicains conservateurs, Nelson W. Aldrich, marqua en fait le début de son action contre les trusts et donna lieu à des prises de position qui annonçaient le radicalisme des années suivantes. En 1902, à deux reprises, le président prit des initiatives que les chefs de la majorité conservatrice solidement organisée des deux chambres ne pouvaient que réprouver. Ce fut, d'abord, sa décision de dissoudre la Northern Securities Company, compagnie de portefeuille géante fondée par J. P. Morgan et J. D. Rockefeller pour s'arroger le monopole des transports dans les Etats du N.-O., dont le capital était basé sur les profits qu'elle comptait réaliser en imposant au public des tarifs ferroviaires abusifs. La mesure fut accueillie avec une vive satisfaction par la population qui vivait alors dans la crainte de la domination de l'oligarchie financière et industrielle de New York. Ce fut le premier terme du conflit avec les grandes « corporations » qui devait surtout se préciser à partir de 1905 et prendre toute son ampleur en 1906-1907. Roosevelt ne croyait pourtant pas que la lutte contre les trusts suffirait pour résoudre le problème industriel : à leur dissolution il eût préféré une politique de réglementation des trusts sous contrôle fédéral. Mais il avait toujours partagé les appréhensions qu'inspiraient aux progressistes l'essor d'une oligarchie commerciale et industrielle et ses prétentions politiques éventuelles. Dans son autobiographie il écrit même

que, « de toutes les formes de tyrannie, la moins attrayante et la plus vulgaire est celle de la seule richesse ». Sachant par ailleurs qu'une action contre les trusts serait le meilleur moyen de gagner la sympathie des classes moyennes et que le Congrès refuserait de passer une législation qui permettrait d'établir sur ceux-ci un contrôle efficace, il eut recours dès 1902 aux dispositions, désuètes pourtant, de la Sherman law pour venir à bout de la Northern Securities C°, en attendant, au cours de son deuxième mandat et du fait de l'opposition persistante du Congrès, d'engager sa violente campagne contre les corporations tout en réprouvant le principe de leur dissolution.

Cette même année 1902, la grève des mineurs d'anhracite de Pennsylvanie fournit à Roosevelt l'occasion de blâmer publiquement l'attitude des présidents des compagnies ferroviaires qui détenaient la propriété de ces mines. Pour la première fois représentants des syndicats et du patronat furent convoqués à la Maison Blanche pour essayer d'aboutir à un accord ; pour la première fois le président de la république réunit une commission d'arbitrage dont les deux groupes promirent d'accepter les conclusions ; pour la première fois enfin, Roosevelt, abandonnant la position d'isolement traditionnelle que les pouvoirs publics avaient jusque là adoptée dans les conflits du travail, mit fin à la grève en menaçant de faire saisir et nationaliser les mines. Sur le plan de la politique intérieure, Roosevelt s'inspirait d'une pensée de justice sociale, comme beaucoup de « progressives » de son époque. « Nous ne devons pas seulement dispenser la justice », écrivait-il à Philander Knox, « nous devons montrer aux travailleurs salariés que nous leur faisons justice ». Et il ajoutait : « Les amis de la propriété doivent comprendre que le plus sûr moyen de provoquer le soulèvement des mécontents... est de ne pas montrer par des réalisations pratiques que, dans cette république, il incombe particulièrement à l'homme dont les affaires sont prospères d'être en un certain sens le protecteur de son frère dont la vie a été particulièrement dure ».

Les doctrines des progressistes se retrouvent aussi bien dans la politique étrangère de Roosevelt : la confiance dans le progrès, la croyance presque évangélique à la mission éthique, politique et culturelle des États-Unis, la conviction que les grandes puissances civilisées et démocratiques sont les protectrices de la loi, de l'ordre et de la liberté, et que, dans ces conditions, comme l'écrivait Lyman Abbott (l'homme de la « destinée manifeste »), l'expansion américaine est la négation de l'impérialisme, tous ces éléments favorisaient en l'idéalisant une politique étrangère agressive et militante. Il n'y avait pas seulement la nécessité de protéger l'empire américain naissant, il y avait la nécessité de défendre, au delà des Caraïbes, l'Amérique du Sud, ses terres vides et ses matières premières, contre les ambitions européennes, contre celles surtout de l'Allemagne qui apparaissait à Roosevelt, à J. Hay, à W. H. Taft, comme la grande rivale militaire et commerciale. C'est précisément cette crainte de l'impérialisme allemand qui contribua

dans une forte mesure au rapprochement anglo-américain et qui détermina la rupture de Roosevelt avec la politique d'isolement des Etats-Unis et l'élaboration d'une doctrine nouvelle qui, en alliant l'objectif de la paix mondiale à celui de la sécurité du territoire américain, reçut un accueil favorable d'un public jusque là hostile aux aventures extérieures.

Comme cette politique supposait un accroissement de la puissance militaire des Etats-Unis, Roosevelt s'employa à doubler les forces navales de son pays, et, en prenant possession de l'isthme de Panama, il rendit possible la réalisation du canal qui devait permettre à la nation américaine de défendre son empire et sa double façade maritime. Aussitôt après la signature du deuxième traité Hay-Pauncefote (16 décembre 1901), Roosevelt assumait le rôle prépondérant dans les événements qui aboutirent à l'occupation de cette zone du canal. Devant les difficultés que la république colombienne opposait aux prétentions américaines, Roosevelt fut le premier à envisager de favoriser une sécession à Panama. Effectivement, le 3 novembre 1903, une révolution éclata, inspirée et financée par une junte qui s'était constituée à New York sous la direction de Philippe Bunau-Varilla, l'agent de la compagnie française du canal, et de William Nelson Cromwell, un financier qui avait commandité les campagnes électorales du parti républicain et qui était devenu l'avocat-conseil de la compagnie. Pour soutenir la révolution, un navire de guerre américain, destiné en principe à protéger le droit de libre transit dans le secteur de l'isthme, mais en fait à prévenir toute intervention des troupes colombiennes, mouilla dans la rade de Colon la veille même du jour où l'insurrection éclata. Aussitôt après la création de la république panaméenne, Bunau-Varilla négocia le traité qui reconnaissait aux Etats-Unis la zone du canal et qui prévoyait le versement de 40 millions de dollars par le Trésor américain à la compagnie française. On ne sait ce qu'il advint au juste de cette somme d'argent. En réponse à l'accusation de la presse que les fonds avaient été remis dans des mains américaines, Roosevelt put déclarer au Congrès que les Etats-Unis n'avaient pas « la plus légère connaissance » des bénéficiaires. Or, au même moment, il avait en sa possession une liste fournie par Cromwell sur laquelle figuraient les noms des actionnaires de la compagnie française. Mais cette liste a disparu des papiers du président et de ceux de son procureur général. Les détails des transactions qui eurent lieu à Paris devaient être, à la demande de celui-ci, tenus « perpétuellement secrets », pour empêcher, disait-il, la Colombie, qui était frustrée de toute indemnité, d'engager aucune action judiciaire contre la compagnie française. Roosevelt déclara par la suite que la saisie déguisée de la zone du canal était conforme aux « intérêts vitaux de la civilisation » et assurait une sécurité nouvelle au territoire américain. En fait, la solution qu'il avait imaginée au détriment d'une république amie et sans défense n'était excusable ni au nom de la civilisation ni au nom de la sécurité nationale. Roosevelt en éprouva ultérieurement un

« fort sentiment de malaise » qui se communiqua au Congrès lors de la ratification du traité. Visiblement, les considérations d'ordre moral s'arrêtaient pour le président à une ligne au delà de laquelle la notion de moralité cédait le pas au principe décisif de la force.

L'occupation de la zone du canal n'était d'ailleurs qu'une manifestation de l'intérêt plus général que les Etats-Unis portaient à l'Amérique latine depuis la fin de la guerre hispano-américaine. Craignant que la faiblesse et le chaos financier des républiques de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud ne fournissent aux Etats européens, à l'Allemagne surtout, l'occasion d'y intervenir, le président proclama devant le Congrès, en décembre 1904, le célèbre « Roosevelt corollary », le document additionnel à la doctrine de Monroe qui conférait aux Etats-Unis un droit de police international dans l'hémisphère occidental. De ce « corollary » la première application eut lieu au début de 1905 lorsque Roosevelt imposa au gouvernement de Saint-Domingue un « accord » qui exigeait la désignation d'un Américain comme percepteur des droits de douane du pays et comme directeur de ses finances. Mais, si l'opinion américaine, dans son ensemble, soutint le président, le Sénat, mécontent de l'attitude par trop indépendante que Roosevelt adoptait dans le domaine de la politique étrangère, ne ratifia le traité qu'après deux ans d'obstruction et après en avoir modifié le texte.

Il est vrai que l'accession d'Elihu Root au Secrétariat d'Etat en juillet 1905 introduisit dans la politique de Roosevelt un élément de modération qui se traduisit dans une position conciliante à l'égard des pays de l'Amérique latine et qui prévint les fâcheuses conséquences qu'aurait pu avoir pour les relations anglo-américaines la question du règlement des frontières de l'Alaska.

Il est significatif d'opposer le comportement de Roosevelt dans son domaine de la politique étrangère à son comportement devant le Congrès. Dans le second cas, il apparaît comme un homme prudent et souvent conservateur ; dans le premier cas, au contraire, il se montre hardi, créateur, et même impitoyable dans l'usage qu'il fait de sa force contre les nations sans défense. Le même contraste s'observe dans la conduite du Roosevelt qui calculait avec tant de soin ses relations avec Aldrich et Cannon, les leaders conservateurs du Congrès, et dans celle du Roosevelt de la grève des charbonnages et de l'affaire de la Northern Securities Company qui ne cachait pas ses sympathies radicales. Mais le contraste s'explique ici par le fait que Roosevelt avait besoin de l'appui des conservateurs pour le renouvellement de son mandat présidentiel en 1904 et qu'il était par suite dans une large mesure prisonnier de leur idéologie, mais que, d'autre part, il avait également besoin de l'approbation et des votes des masses populaires. Car il est certain que le politicien de 1901-1904 fut essentiellement préoccupé de sa réélection à la présidence, et c'est en vue de ce résultat qu'il déploya tant d'habileté pour essayer d'apporter une solution satisfaisante à plusieurs questions qui auraient pu compro-

mettre son avenir politique : ainsi s'expliquent ses relations avec l'éducateur noir Booker T. Washington, dont il se servit pour favoriser l'attribution des fonctions publiques dans le Sud aux « black and tan republicans » ; ainsi s'explique le maintien dans des postes administratifs importants de politiciens de profession dont la présence constituait la négation de l'idéal de Roosevelt qui était d'établir un « civil service » formé d'administrateurs compétents et spécialisés ; de là aussi ses efforts pour ménager à la fois les électeurs catholiques et protestants dans la négociation engagée avec le Vatican au sujet des propriétés de l'Eglise dans les îles Philippines, où la suppression de l'office du gouverneur militaire, remplacé par un gouverneur civil, et l'institution d'une assemblée élue atténuèrent finalement les critiques que formulaient les détracteurs de la politique du président.

En outre, Roosevelt redoutait la concurrence que Marcus Alonzo Hanna, le sénateur de l'Ohio et le président du parti républicain national, l'homme qui avait fait élire McKinley en 1896, risquait de lui susciter pour la campagne de 1904. Beaucoup de républicains, surtout parmi les financiers et les hommes d'affaires, souhaitaient que Hanna posât sa candidature. Mais Roosevelt disposait du droit de patronage, et, par l'usage judicieux qu'il savait en faire, il avait dès le début de 1903 détruit en grande partie l'influence qu'Hanna exerçait dans le Sud depuis le premier mandat de McKinley. Même l'Etat natal de Hanna, l'Ohio, ne lui était plus acquis en totalité depuis l'élection au Sénat du favori de Roosevelt, J. Benson Foraker. Le président avait lieu, il est vrai, de craindre une coalition des milieux de Wall Street avec Hanna sous l'action de la panique financière qui ébranla l'économie américaine pendant l'été de 1903. Pour prévenir cette éventualité, Roosevelt fit preuve d'une extrême prudence dans l'automne et l'hiver qui suivirent cette crise. Aucune proposition de loi qui aurait pu mécontenter les milieux d'affaires n'émana alors de la Maison Blanche. Au contraire, des lettres cordiales furent adressées au magnat de Wall Street, John Pierpont Morgan, pour demander son avis sur la législation financière qu'il y aurait lieu d'élaborer. Le journaliste Ray Stannard Baker, partisan de la politique de Roosevelt, fit ressortir les réalisations accomplies par celui-ci « dans le domaine des affaires ». Là-dessus, la mort subite d'Hanna débarrassa Roosevelt de toute concurrence sérieuse, et dès lors le rapprochement qui venait de s'opérer entre le président et les milieux d'affaires n'eut plus d'autre but que de permettre à celui-ci de se procurer les fonds nécessaires à sa campagne électorale.

La convention républicaine de 1904, dans ces conditions, ne réserva aucune surprise. Roosevelt fut choisi à l'unanimité comme candidat du parti républicain à la présidence, et la campagne électorale qui suivit confirma le succès qu'il venait de remporter. Roosevelt y bénéficia non seulement de la popularité qu'il avait acquise, mais de l'état de désorganisation du parti

démocrate dont beaucoup de membres, sous l'influence de l'ex-président Cleveland, essayaient de rompre avec le programme trop radical de W. J. Bryan. Ces démocrates conservateurs, malgré l'opposition de Bryan et de la presse à sensation de William Randolph Hearst, nommèrent comme candidat de leur parti le juge de la Cour Suprême de l'Etat de New York, Alton B. Parker, un homme prudent, effacé, respecté du public, mais incapable de susciter le moindre enthousiasme populaire. La partie était trop inégale entre les deux adversaires, d'autant plus que, l'un et l'autre s'efforçant de se faire passer pour conservateurs, elle se joua essentiellement sur les personnalités plus que sur les programmes. Roosevelt l'emporta à une forte majorité, et les républicains gagnèrent à la Chambre et au Sénat un nombre de sièges tel que leur parti n'en avait plus réuni depuis la guerre civile. Dans la nuit même de l'élection, Roosevelt annonça qu'il ne briguerait pas un troisième mandat et qu'il n'accepterait pas une nouvelle nomination.

En accédant à son dernier mandat, Roosevelt eut à faire face au grave problème des ambitions de la Russie sur la Chine du Nord, qui menaçaient la politique américaine de la porte ouverte en Chine et en Mandchourie. Lorsque le Japon, en février 1904, attaqua la flotte russe dans la rade de Port Arthur, toutes les sympathies américaines s'exprimèrent par suite en faveur de la puissance nippone, et, dans les mois qui suivirent, Roosevelt accueillit avec satisfaction la nouvelle des succès japonais. Les journaux américains considéraient déjà comme un fait permanent l'existence d'une entente amicale entre l'Angleterre, les Etats-Unis et le Japon. Mais, à mesure que les victoires japonaises se succédaient, l'opinion américaine en vint à s'interroger sur les intentions futures de cette puissance nippone grandissante et sur les conséquences de l'élimination éventuelle de la Russie. Partageant ces inquiétudes, Roosevelt engagea alors dans le plus grand secret, avec l'aide d'un de ses camarades de classe de Harvard, le baron Kaneko, une action diplomatique destinée à rétablir en Chine l'équilibre de forces qui lui paraissait indispensable au succès de sa politique de la porte ouverte. Sans tenir son cabinet ni le Congrès au courant de ses démarches, il parvint à obtenir le consentement de la Russie et du Japon à la réunion d'une conférence de la paix à Portsmouth (New Hampshire). Roosevelt bénéficia, il est vrai, de ce que, si la Russie subit une défaite écrasante dans l'été de 1905, le Japon était pour sa part à la veille de l'effondrement financier. Néanmoins la réunion de la conférence de Portsmouth fut l'aboutissement de sa politique patiente et pleine de tact. La clause du traité de paix qui laissait la Mandchourie librement ouverte au commerce et aux investissements des différentes puissances sanctionnait le respect de la politique préconisée par les Etats-Unis, et le Japon se déclarait satisfait de l'attitude de l'Amérique qui lui permettait d'annexer la Corée. En dépit de la tension passagère que suscita peu après la question de l'émigration japonaise dans les Etats américains riverains du Pacifique,

les rapports entre les deux puissances ne cessèrent effectivement de devenir de plus en plus amicaux dans les années suivantes : c'est ce qu'illustra l'accord de Roosevelt-Takahira de novembre 1908, par lequel les deux nations promettaient d'observer le statu quo dans le Pacifique, de respecter les territoires qu'elles occupaient, d'appliquer la politique de la porte ouverte en Chine et de maintenir l'intégrité territoriale de celle-ci. Il est vrai que l'équilibre des forces que Roosevelt avait cru pouvoir réaliser en Extrême-Orient fut de courte durée, car le Japon et la Russie parvinrent bientôt, avec l'approbation de leur alliée l'Angleterre, à un nouvel accord qui leur permettait de se partager la plus grande partie de la Chine du Nord, la Mongolie et la Corée par la création de zones d'influence dont les contractants prétendaient exclure toutes les autres nations, ce qui était la négation de la politique de la porte ouverte. Toutefois l'échec que subit en cela la politique de Roosevelt fut compensé par le succès qu'il remporta sur la question marocaine au cours de cette conférence d'Algésiras dont il prit lui-même l'initiative, et où il obtint de Guillaume II la promesse de s'en tenir aux décisions de la Maison Blanche sur les points qui l'opposaient à la France. Pour les Etats-Unis, la conférence eut l'avantage décisif de renforcer leur entente avec l'Angleterre. L'entourage anglophile de Roosevelt (J. Hay, Elihu Root, William Howard Taft), la menace croissante de la puissance allemande, la conscience de plus en plus nette que prenait l'Amérique du rôle que la force navale de l'Angleterre jouait dans la défense de l'hémisphère occidental, contribuèrent à la réalisation de cette entente qui ne prit point la forme d'une alliance proprement dite, mais qui impliquait la renonciation des Etats-Unis à toute politique d'isolement et préparait leur intervention future dans les conflits mondiaux.

Le deuxième mandat de Roosevelt, s'il fut à l'extérieur une période de grande activité diplomatique, fut marqué à l'intérieur par l'abandon de l'attitude équivoque que le président avait dû adopter à l'égard du Congrès tant que sa réélection n'avait pas été assurée. Dans le message qu'il adressa au Congrès dès le mois de décembre 1904, il fit une très large place à des projets de législation économique et sociale, demandant notamment que le District of Columbia, afin de servir de modèle aux autres Etats de l'Union, adoptât le principe de l'assistance obligatoire à l'école, réglementât le travail des enfants, établit un système d'inspection des usines, créât des tribunaux juvéniles. Il s'y montra surtout préoccupé de législation ferroviaire. Les chemins de fer étaient alors particulièrement exposés aux attaques des partis réformateurs, non seulement dans les Etats du Middle West où ils avaient toujours fait l'objet de préjugés défavorables, mais dans l'ensemble de l'Union. Partout on réprouvait leur tendance à exercer des monopoles de fait, surtout depuis que la plupart des réseaux s'étaient groupés sous la direction de cinq grosses firmes, la domination qu'ils exerçaient sur la vie politique des villes et des Etats, leur habitude de consentir aux grosses entreprises des réductions

de tarifs qui compromettaient les intérêts des maisons moins importantes. Et Roosevelt se montrait favorable à l'idée d'une réglementation des tarifs ferroviaires par le gouvernement fédéral.

Dans son message au Congrès de décembre 1905, il dénonça les privilèges qui avaient toujours été reconnus aux compagnies de chemins de fer, le droit qu'on leur laissait de fixer elles-mêmes leurs propres tarifs, celui de garder secrets leurs livres et leur comptabilité, celui de négocier en pleine liberté des accords avec leur main-d'œuvre, en dehors de toute intervention du pouvoir fédéral. Il ne parvint certes pas à imposer entièrement ses vues. Le *Hepburn Act* que vota le Congrès donnait à l'Interstate Commerce Commission le pouvoir de modifier les tarifs d'une compagnie ferroviaire sur la demande de tout expéditeur et de proposer à l'examen des tribunaux les tarifs qu'elle jugeait raisonnables. Les tribunaux, pour leur part, avaient le pouvoir de se prononcer sur les propositions de la commission et d'examiner tous les détails de ses décisions, ce qui était une concession faite aux leaders conservateurs du Sénat. Mais la loi autorisait en outre l'Interstate Commerce Commission, organisme fédéral, à inspecter les livres des compagnies ferroviaires et à imposer à celles-ci un système de comptabilité uniforme. Pour incomplète quelle fût par rapport aux ambitions que Roosevelt avait nourries, la loi Hepburn n'en marquait pas moins une étape décisive dans l'évolution du droit de contrôle du gouvernement fédéral sur l'industrie privée. L'essentiel de la loi était le pouvoir qu'elle donnait au gouvernement de fixer les tarifs et d'inspecter les livres des compagnies car, si les sénateurs défendant les intérêts des compagnies ferroviaires l'avaient emporté, les tribunaux, et non le gouvernement, auraient eu le pouvoir initial de statuer sur les tarifs. Le Hepburn Act constituait dans ces conditions une victoire du président, et c'est bien ainsi que le public l'interpréta.

Le vote du « pure food bill », dirigé contre le manque d'hygiène dans l'industrie des conserves de viande des abattoirs de Chicago, fut également une victoire personnelle du président. Et, à mesure qu'il remportait de nouveaux succès, en matière notamment de législation sociale, le président s'orientait de plus en plus vers la gauche. Il avait le sentiment que la population, autour des années 1906-1907, était déçue par les conceptions de vie américaines, qu'elle était désireuse de se créer un avenir nouveau, différent de la situation que le *Wall Street Journal* décrivait alors sous la plume de Sereno Pratt, qui reprochait à l'Amérique d'être le pays de la poursuite acharnée de la richesse, de l'indifférence envers la loi, de la corruption, de la puissance abusive des grandes entreprises... Aussi Roosevelt, qui avait d'abord fait une distinction entre les fortunes bonnes et mauvaises, en arrivait-il à considérer toutes les grosses fortunes comme « inutiles et sans nécessité ». En 1908, il décrivait sa politique des six années antérieures comme un combat qu'il avait livré pour prévenir la croissance de la « moins

atrayante et la plus sordide » de toutes les aristocraties, à savoir la ploutocratie, qui regardait la puissance comme n'ayant d'autre expression que celle de l'argent. Tandis que son irritation grandissait envers les républicains conservateurs, ses sympathies augmentaient pour les radicaux, non seulement pour ceux qui, comme les sénateurs Beveridge et Dolliver, avaient toujours été plus ou moins de ses amis, mais même pour W. J. Bryan, le révolutionnaire de 1896, et il cessait de condamner uniformément tous les principes socialistes. Il se définissait maintenant comme un « radical », un homme dont la tâche principale avait été de conduire le parti « ultra conservateur » de McKinley vers une position de « conservatisme progressiste » ou de « radicalisme conservateur ».

Simultanément, les demandes de lois réformatrices que Roosevelt adressait au Congrès devenaient de plus en plus nombreuses et donnaient lieu à des conflits répétés avec la majorité conservatrice. Un conflit particulièrement grave fut provoqué par la question de la conservation des ressources naturelles. En fait, les présidents Harrison et Cleveland avaient déjà inauguré la politique qui consistait à protéger les espaces boisés de l'Etat fédéral par la création de parcs et de réserves forestières permanentes. Mais aucune politique systématique de conservation des ressources naturelles n'avait été adoptée jusqu'au jour où Roosevelt donna au pays une conscience nette du danger qu'impliquait l'exploitation abusive de ces richesses. Sous l'impulsion de Gifford Pinchot, Roosevelt établit le *Reclamation Service*, et il élargit le concept de la conservation des ressources naturelles de façon à y inclure, indépendamment des forêts, les ressources charbonnières et minérales, les réserves de pétrole, les sites d'énergie hydro-électrique. Dans l'Ouest, ce programme n'obtint d'appui vigoureux et soutenu qu'auprès des Etats urbanisés et des secteurs où l'irrigation agricole dépendait des barrages du gouvernement et des travaux de défrichement que celui-ci engageait. Partout ailleurs bûcherons, éleveurs, ouvriers mineurs, compagnies de mise en valeur s'élevèrent contre la limitation qu'on prétendait imposer au droit d'exploiter librement le domaine national, d'autant plus que les grosses fortunes de l'Ouest s'étaient en grand nombre édifiées sur l'exploitation des ressources naturelles, et que l'administration de Roosevelt exigeait maintenant la stricte application des lois et des règlements relatifs à l'élevage du bétail, à l'exploitation des mines, à l'abatage des arbres. C'est ce qui donna lieu à l'accusation de dictature à l'égard du président. Mais celui-ci, sans se laisser arrêter par la vigoureuse opposition qu'il suscitait dans l'Oregon, ou par les protestations du Congrès, ne cessait d'étendre la superficie des réserves forestières et de leur adjoindre de nouveaux sites hydro-électriques.

La détresse financière qui se produisit aux Etats-Unis en octobre 1907 fournit à Roosevelt une nouvelle occasion de dénoncer les méfaits de la grande richesse. Pourtant, au cours des mois difficiles qui suivirent, il aida activement

les milieux financiers de New York : non seulement le gouvernement évita alors d'opérer ses retraits habituels des banques de New York, mais il y effectua d'importants dépôts alimentés par les revenus des douanes. Et, pour sauver de la faillite une importante firme de courtage de New York, il approuva même une opération qui aboutit à renforcer le monopole de l'acier au profit de l'U.S. Steel Corporation. Mais Roosevelt n'hésitait pas en même temps à rejeter publiquement le blâme de la crise sur les pratiques bancaires désordonnées des trusts de New York, sur la spéculation effrénée et nuisible que pratiquaient les financiers de toute catégorie, alors que le monde des affaires l'accusait au contraire d'être lui-même la cause de tout le mal par la politique qu'il poursuivait contre les trusts, et par l'ébranlement de confiance qui en résultait dans le public. En dépit pourtant des âpres critiques dont il était l'objet, Roosevelt refusait de s'incliner. En août 1907, il flétrit publiquement « certains malfaiteurs de la grande richesse » qu'il accusait de s'être entendus pour aggraver l'intensité de la crise afin de mettre en cause et de discréditer toute la politique du gouvernement. Aucun ralentissement, déclara-t-il, ne se produirait dans sa campagne contre « la spéculation, la corruption et la fraude » ni dans ses efforts pour établir un contrôle sur la grande richesse dans l'intérêt du bien public. En décembre 1907, en effet, dans son message annuel au Congrès, il recommanda l'adoption d'une taxe successorale, d'un impôt sur le revenu, la réglementation des émissions de valeurs de bourse des compagnies ferroviaires, la fixation des tarifs des chemins de fer en fonction de la valeur du capital « physique » des compagnies, l'établissement d'une caisse d'épargne postale, l'institution de l'arbitrage obligatoire dans les grands conflits sociaux, l'extension du principe de la journée de 8 heures... Et, comme le Congrès manifestait de vives réticences, il lui adressa en janvier 1908 le message le plus radical qu'il eût encore rédigé : il y accablait la « richesse rapace » en termes dont aucun président n'avait jusque là fait usage, en désignant expressément les personnalités qu'il rendait responsables de la « pourriture » qui existait dans les affaires.

A ce stade, Roosevelt avait pratiquement proposé toutes les réformes qui devaient être appliquées par les administrations de Taft et de Wilson. Certaines des réformes qu'il avait suggérées devaient même rester en sommeil jusqu'au New Deal du deuxième Roosevelt. Il renonçait maintenant à toute prudence, à toute précaution oratoire, parce que la fin de son deuxième mandat approchait et qu'il n'avait plus besoin de maintenir à l'intérieur du parti républicain l'unité qui lui eût permis d'emporter une troisième nomination, et parce que, en habile politicien de régime démocratique, il observait la poussée des aspirations réformatrices dans la nation américaine, la montée des votes socialistes, et il encourageait ce mouvement en attendant de pouvoir l'orienter dans les voies de la modération et de la rectitude morale. Dans son dernier message au Congrès (décembre 1908), perdant toute retenue à l'égard des conservateurs, il déclara que l'homme qui travaille doit se voir garantir une

plus large part de la richesse qu'il produit, il décocha un dernier trait aux tribunaux qu'il accusa d'être les principaux législateurs du pays, et il adressa à la Chambre des remarques déshonorantes qui l'irritèrent si profondément que les députés infligèrent un blâme sans réserve au président. Et cette tension persista jusqu'au terme du deuxième mandat de Roosevelt (mars 1909).

Il s'en faut d'ailleurs que, au cours de ce duel entre le Congrès et la Maison Blanche, tous les républicains du Congrès se soient docilement ralliés à la politique et aux conceptions des leaders conservateurs de leur parti. En se démettant de ses fonctions, Roosevelt laissa derrière lui un parti profondément divisé, partagé entre une majorité obstinément conservatrice et une minorité « progressive » dont les revendications réformatrices étaient soutenues par le président le plus populaire que le pays eût connu depuis Abraham Lincoln.

Il légua ainsi à son successeur, William Howard Taft, une situation singulièrement difficile. Personnellement, et bien qu'il se proclamât d'abord l'héritier des idées de Roosevelt, Taft était profondément conservateur. C'est ce qui explique la scission qui se produisit entre le nouveau président et les représentants progressistes des Etats du Middle West, scission qui n'était pas seulement d'ordre personnel, mais qui symbolisait en réalité l'opposition entre les représentants du monde des grosses affaires des Etats atlantiques et ceux des petits commerçants, fermiers et artisans du Middle West qui s'élevaient contre les tarifs ferroviaires abusifs qu'imposaient un petit nombre de firmes, contre les monopoles tentaculaires et la finance corrompue, en reprenant le vocabulaire de Roosevelt. Celui-ci avait pris conscience du mécontentement de ce Middle West, le secteur du blé et du maïs, alors que, paradoxalement, Taft, bien qu'originaire de l'Ohio, n'en mesurait pas la portée politique et en arriva rapidement à personnifier pour les Etats de ce secteur l'homme des corporations à monopoles, le partisan de Nelson W. Aldrich et de J. G. Cannon. Pourtant le mandat de Taft fut marqué à partir de 1910 par des réformes importantes, dans le domaine ferroviaire notamment, où le Mann Elkins Act représenta par les pouvoirs de réglementation qu'il attribuait à l'Interstate Commerce Commission un progrès considérable sur le Hepburn Act, mais aussi dans le domaine social, dans le domaine de la législation du travail, dans celui de la fiscalité enfin où Taft fut partiellement responsable du vote, qui devait intervenir à une date ultérieure, de l'impôt graduel sur le revenu. Mais Taft, bien qu'il eût l'appui des progressistes pour la réalisation de son programme réformateur, restait en fait leur ennemi. En 1910, il fit contre eux dans tout le Middle West une campagne active pour favoriser le succès des républicains réguliers aux élections législatives. Roosevelt, qui fit alors sa rentrée dans la vie politique après plus d'une année d'absence, essaya bien de réconcilier les deux factions opposées du parti républicain sur un programme de progressisme modéré. Ce ne fut

qu'une tentative inutile. Les élections de novembre 1910, à la faveur de la scission du parti républicain, assurèrent une première victoire aux démocrates. Pour la première fois depuis seize ans, le parti démocrate devint effectivement le maître de la Chambre des représentants, tandis que les républicains ne conservaient au Sénat qu'une majorité nominale. Les élections réhabilitèrent le parti démocrate parce qu'un groupe de nouveaux leaders d'esprit réformateur se présenta devant les électeurs, formé d'hommes qui venaient des Etats de l'Est, qui avaient rompu toute attache avec Bryan discrédité par ses précédents échecs électoraux, et au premier rang desquels figurait l'ancien président de Princeton devenu gouverneur du New Jersey, Woodrow Wilson. Les deux années qui suivirent accusèrent de plus en plus la régression du parti républicain, divisé entre trois personnalités qui briguaient la présidence au nom d'idéologies différentes, Taft, La Follette et Roosevelt, et ces divisions préparèrent l'avènement de leur unique concurrent, Woodrow Wilson, dont l'élection mit un terme à la phase progressiste du mouvement républicain.